



Macron au Liban : un reniement sans précédent

Gilles Delafon

Note d'actualité 88
Septembre 2023





En cette rentrée 2023, l'échec de la mission française pour faire élire un nouveau président libanais est attesté et, signe des temps, c'est le Qatar qui devrait reprendre la main avec des atouts autrement plus sonnants et trébuchants. Rarement la diplomatie d'Emmanuel Macron aura montré autant d'incohérence que dans sa gestion ces derniers mois de la crise libanaise. Au terme de promesses non tenues et d'un reniement sans précédent, elle s'est proprement disqualifiée aux yeux de tous ceux qui avaient fondé des espoirs sur son action pour sortir le pays d'une crise devenue existentielle.

Quel que soit désormais son issue, le dossier épineux de l'élection d'un nouveau président de la République libanaise aura vu les représentants français montrer de sérieuses lacunes dans leur évaluation du rapport de forces et faire preuve d'un préoccupant manque de convictions. Cette absence patente de colonne vertébrale dans l'action sur un dossier pourtant familier à l'Élysée et au Quai d'Orsay aura à n'en pas douter des séquelles à l'heure où la diplomatie française semble partout en recul.

L'actuelle séquence libanaise a débuté le 4 août 2020, avec la terrible explosion du port de Beyrouth : 235 morts, 6 500 blessés, 300 000 sans-abris, 4 milliards d'euros de dégâts selon la Banque mondiale (1). Une des plus graves explosions non nucléaires de l'histoire, provoquée par le stockage très suspect de centaines de tonnes de nitrate d'ammonium dans un hangar sous contrôle de l'État.

Les ressorts du drame témoignent déjà de la décomposition avancée d'un pays dopé à la corruption et au mensonge et dont les institutions, qui avaient pourtant survécu à quinze ans de guerre, ont fini disloquées par le jeu mafieux de chefs de milices féodaux, devenus ministres, chef du Parlement ou président, souvent par la grâce des urnes.

Macron appelle à un **changement profond**

Justice lui soit rendue, dès la catastrophe Emmanuel Macron s'implique le premier -et seul- aux côtés de Libanais ayant épuisé les meilleures volontés. Dès le 6 août 2020, il débarque à Beyrouth au nom de la France pour porter assistance et secours. Mais pas seulement. Acclamé par une foule désespérée, il appelle les dirigeants libanais à « un changement profond » (2). Puis, au cours d'un second passage le 28 septembre, il leur tient un discours beaucoup plus musclé pour les pousser à prendre leurs responsabilités. Cette implication du président français fait naître des

(1) Banque mondiale, « Une action résolue et des changements décisifs sont nécessaires pour réformer et reconstruire le Liban en mieux », communiqué de presse, 31 août 2020, [disponible ici](#)

(2) Conférence de presse du Président Emmanuel Macron depuis Beyrouth, Elysée.com, 6 août 2020, [disponible ici](#)



espérances sans doute démesurées. Notamment chez tous ceux, fort nombreux, qui manifestent depuis des mois dans les grandes villes du Liban en réclamant la chute d'un système politique qui a précipité ces derniers mois le pays dans une véritable descente aux enfers.

Si le président français peut apparaître comme un ultime recours, c'est d'abord parce que sa visite intervient dans un climat quasi insurrectionnel qui dure depuis des mois. Très exactement depuis le 17 octobre 2021, date du début du « soulèvement » contre le pouvoir en place, jugé responsable de la récession économique qui frappe la majorité de la population. En effet, la véritable « pyramide de Ponzi » dressée par le Trésor libanais – faite de dépôts bancaires rémunérés à plus de 15% – pour permettre au pays de vivre à crédit s'est effondrée (1). L'explosion de colère a été déclenchée par la seule annonce surprise d'une taxation sur les appels *via* l'application WhatsApp. Une mesure stupide quand on sait l'importance du lien qui lie les Libanais de l'intérieur avec leur diaspora, trois fois plus nombreuse. Vient s'ajouter ensuite la décision des banques d'imposer des restrictions de plus en plus sévères sur les retraits et les transferts. Pour récupérer leur argent, les Libanais se ruent sur les guichets livrés aux cris, aux larmes et autres coups de poing (2).

Particulièrement violentes, les émeutes paralysent tout le pays. La rue demande la chute du régime du président Michel Aoun et l'instauration d'un gouvernement technocratique formés d'experts. Les protestations qui durent plus d'un mois voient s'unir dans le même rejet des centaines de milliers de citoyens de tous bords et de toutes confessions, pendant que la diaspora organise des manifestations de soutien dans les grandes villes européennes.

Le président français va **déchanter**

Impuissants face à la crise, les gouvernements démissionnent les uns après les autres. Le 9 mars 2020, pour la première fois de son histoire le Liban se déclare en défaut de paiement. Conséquence, à la veille de l'explosion qui va ravager le port de Beyrouth, la livre libanaise a déjà perdu 60% de sa valeur, la dette représente 170% du PIB et près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté (3). C'est dans ce contexte éruptif qu'en août de la même année Emmanuel Macron tient un discours de vérité aux leaders politiques libanais. Mais de premiers doutes surgissent très vite sur ses capacités, lorsqu'il tente par exemple de responsabiliser le représentant du Hezbollah (4). Fort d'une milice surentraînée qu'il refuse depuis trente ans de désarmer, ce parti chiite pro-iranien n'a jamais respecté le moindre de ses engagements.

(1) Audrey Fisné-Koch, « Comment le Liban en est arrivé au chaos », Pour l'éco, 31 août 2021, [disponible ici](#)

(2) « En pleine crise, les Libanais bataillent avec les banques pour retirer leur argent », *Le Point*, 31 décembre 2019, [disponible ici](#)

(3) Flavie Holzinger, Eric Dedier, Camille Bressange et Xemartin Laborde, « Le Liban, un pays en banqueroute », *Le Monde*, 26 juin 2020, [disponible ici](#)

(4) Georges Malbrunot, « Liban : le pas de deux d'Emmanuel Macron avec le Hezbollah », *Le Figaro*, 31 août 2020, [disponible ici](#)

Naïveté ou excès de confiance ? Le président va en tous cas déchanter. En octobre 2022, quand sonne la fin du mandat du président Michel Aoun, aucun progrès politique n'a été enregistré. Les caciques levantins, rompus à toutes les circonvolutions par des décennies d'anarchie assumée et de médiations internationales inabouties, ont simplement fait le dos rond. Les Premiers ministres se sont succédé sans succès et l'appauvrissement du pays s'est poursuivi.

A la fin de l'année, le pays n'a toujours pas de nouveau président de la République. Le Parlement, dirigé par le leader chiite Nabih Berri allié du Hezbollah, a échoué dix fois à élire un successeur à Michel Aoun. Ulcéré, Emmanuel Macron hausse alors le ton depuis Paris, appelant à « régler les problèmes des gens et à dégager ceux qui ne savent pas le faire ». Plus virulent que jamais, il pointe du doigt les « clans qui vivent sur le dos de la bête » et appelle « à changer le leadership du pays » (1). Le diagnostic est sans précédent dans la bouche d'un chef d'État étranger. L'espoir renaît chez ceux à qui il avait donné espoir en 2020. Pour avancer, début 2023 la France parraine la réunion d'un quintette (Arabie Saoudite, Égypte, États-Unis, France, Qatar) qui met en garde – encore une fois – les dirigeants libanais : pas de soutien économique tant que le pays n'aura pas de nouveau président.

Frangié, un affairiste lié à des corrompus

Parallèlement, l'Élysée s'active pour trouver un candidat consensuel. Mais là, coup de théâtre, c'est le très controversé leader maronite du Liban nord Sleiman Frangié qui est reçu à l'Élysée par Patrick Durel, conseiller Moyen-Orient d'Emmanuel Macron (2). Une soudaine faveur qu'il devrait à l'intervention d'un sulfureux émissaire, chrétien maronite du Liban nord lui aussi, le milliardaire Gilbert Chagoury qui croisa un temps la route d'Emmanuel Macron (3).

Frangié, candidat officiel du camp chiite, soutenu par le Hezbollah et le président du Parlement, devient le candidat des Français. A Beyrouth, l'incompréhension est totale tant Frangié symbolise tous les maux du pays. Il est l'incarnation même de ce que le président français n'a cessé de dénoncer : un féodal pur jus, fort d'un seul député à la Chambre, son fils. Un affairiste, lié à des corrompus et qui refuse de témoigner lorsqu'il est convoqué par la justice internationale. Surtout, il est le petit-fils d'un président du Liban, vassal en son temps de la Syrie, et lui-même se dit aujourd'hui l'obligé de Bachar el-Assad, donc de l'Iran et de ses affidés libanais.

C'est la consternation dans les rangs de l'opposition libanaise, chez les chrétiens mais également les sunnites et les druzes (4). D'autant que Paris justifie ce reniement évident par l'espoir d'obtenir en échange l'assurance que le prochain Premier ministre, un sunnite selon la

(1) Philippe Ricard, « Emmanuel Macron appelle à "régler les problèmes des Libanais et dégager ceux qui ne savent pas le faire" », *Le Monde*, 23 décembre 2022, [disponible ici](#)

(2) « Sleiman Frangié à Paris pour discuter de sa candidature », *L'Orient-Le Jour*, 31 mars 2023, [disponible ici](#)

(3) Nicolas Beau, « Gilbert Chagoury, l'ami libanais de Macron au Nigeria », *Mondafrique*, 11 août 2023, [disponible ici](#)

(4) Najji Abou-Khalil et Michel Hérou, « La diplomatie de la France au Liban suscite l'incompréhension parmi ses alliés et risque l'isolement », *Le Monde*, 10 mai 2023, [disponible ici](#)



constitution, sera lui un réformateur. Leurs interlocuteurs libanais font alors remarquer aux Français qu'un président est nommé pour six ans alors qu'un Premier ministre, lui, est révocable à tout moment (1). Face à cette perspective d'un retour en grâce de Bachar el-Assad à Beyrouth et d'une mainmise iranienne totale sur le Liban, l'opposition libanaise se ressoude. Les partis chrétiens divisés font front commun, en apparence du moins. Américains et Saoudiens, eux, sont pour le moins déroutés par le choix français, les premiers suggèrent discrètement à l'opposition de présenter un candidat face à Frangié (2).

Le 14 juin 2023, lors d'un douzième tour de scrutin, face au nouveau promu Sleiman Frangié, ils présentent la candidature d'un certain Jihad Jazour. Ancien ministre de l'Économie, sans affiliation politique, c'est un technocrate estimé qui vient de quitter son poste au Fond Monétaire International. Surprise, à l'issue du dépouillement, Jazour comptabilise 59 suffrages contre 51 à Frangié. Certes, l'économiste ne dispose pas des deux tiers des voix des 128 députés nécessaires pour être élu, mais le plus important est ailleurs : 77 députés libanais sur 128 ont dit non au Hezbollah. Et à la France (3).

Aussitôt, le président du Parlement Nabih Berri fait sortir les députés chiïtes du Parlement afin que le quorum nécessaire à un second tour ne soit pas atteint (4). Une vraie manipulation puisque, selon la constitution, en cas de second tour c'est à la majorité simple qu'est élu le président. Or, Jihad Jazour pouvait légitimement espérer un report des huit voix qui s'étaient portées sur deux autres candidats indépendants pour se faire élire à la magistrature suprême.

Le Drian sans atouts dans son jeu

Face à ce nouvel échec, Emmanuel Macron ne renonce pas. Il dépêche le mois suivant Jean-Yves Le Drian à Beyrouth avec pour mission de faciliter « une solution consensuelle efficace ». Sans plus d'atouts dans son jeu, l'ancien ministre des Affaires étrangères ne peut guère que brandir – sans effet – la menace de sanctions économiques ciblées visant les leaders politiques qui ne parviennent pas à se mettre d'accord. Cette fois, rendez-vous est pris pour la fin de l'été, afin de plancher ensemble sur le programme du futur président, sans qu'il ait été nommé. A cet effet, l'équipe de Le Drian fait remettre aux députés un questionnaire à remplir sur les qualités requises pour être président. Outrée par une telle condescendance, l'opposition libanaise refuse de se plier à l'exercice. Un éditorialiste libanais fustige même les « devoirs de vacances » de Le Drian (5).

(1) « Le Drian au Liban : "Nous sommes pour que la France nous aide à débloquer la présidentielle" », France 24, 21 juin 2023, [disponible ici](#)

(2) « Franjeh chances decline as France, US change stance », Naharnet, 10 mai 2023, [disponible ici](#)

(3) « Berry : l'élection d'un président prime sur toutes les autres questions », *L'Orient-Le Jour*, 29 août 2023, [disponible ici](#)

(4) *Ibid.*

(5) Yara Abi Akl, « Les députés berrystes rendent leur "devoir de vacances" », *L'Orient-Le Jour*, 24 août 2023, [disponible ici](#)



La colère de l'opposition est à son comble quand soudain, fin août dernier, Emmanuel Macron semble changer de cap. Lors de la traditionnelle conférence des ambassadeurs à Paris, il appelle à une clarification des « interférences de l'Iran » dans l'élection libanaise (1). Mais loin de s'en féliciter l'opposition se demande ce qu'il peut y avoir à clarifier quand on sait que l'Iran finance depuis des années l'armée du Hezbollah qui, largement supérieure en combattants à celle de l'armée libanaise, laisse régulièrement planer la menace d'un coup de force.

A la rentrée 2023, le bilan de cette dernière séquence diplomatique française au Liban a donc tout du fiasco. Quel que soit le résultat à venir du scrutin présidentiel, à Beyrouth le ressentiment général à l'égard de la France se teinte souvent d'une colère à la mesure des espoirs déçus. Quelque chose sans doute cette fois s'est brisé. Comme si la France, étalant sa prétention et sa méconnaissance, avait finalement révélée ses limites actuelles, celle d'une puissance devenue politiquement très moyenne (2). Confirmant ainsi l'écho venu d'Afrique de l'Ouest, celui d'une diplomatie dépassée.

L'échec d'une **diplomatie personnelle**

Un premier examen s'impose des erreurs commises par excès de confiance ou par pure suffisance.

Le premier constat est celui de l'échec d'une diplomatie personnelle, celle d'Emmanuel Macron. Le Président, pris par l'enthousiasme de la rue, n'a pas su évaluer les résistances. Il s'est exposé comme jamais sans avoir de réels leviers. Le résultat, ce sont des promesses sans lendemain, des espoirs déçus et une crédibilité ruinée. Le manque d'humilité face à ce qui constitue un bourbier diplomatique depuis des décennies est à méditer. Allait-il réussir armé de son seul volontarisme ? Son manque de stratégie est apparu clairement quand il a soudain réalisé que pour dégager – dans les règles – les leaders corrompus, il lui faudrait leur assentiment. Ces derniers ne pouvaient évidemment que s'en délecter.

Le deuxième constat est celui d'une diplomatie sans boussole. Au Liban, les diplomates français se targuent de pouvoir parler à tout le monde, au contraire des Américains qui refusent de parler au Hezbollah. Cela ne suffit pas à constituer une politique. Et à force de vouloir préserver à tout prix ce rôle de médiateur la France finit par ne plus jouer aucun rôle. Se fixer pour objectif le dégagisme des chefs de guerre impose de tracer clairement des lignes rouges. Et d'acter au besoin son échec.

Le troisième constat, c'est le manque d'anticipation. A aucun moment, Paris n'a écouté les mises en garde. Ainsi, ce sont bien les diplomates américains qui ont suggéré à l'opposition libanaise, furieuse du soutien français à un candidat pro-Hezbollah, de présenter un candidat alternatif et ainsi de déjouer les plans de Paris. De même, à aucun moment la France n'a cru bon protester

(1) « Macron lie la solution au Liban à une "clarification des interférences de l'Iran" », *L'Orient-Le Jour*, 28 août 2023, [disponible ici](#)

(2) Issa Goraieb, « Une lanterne pour l'Iran », *L'Orient-Le Jour*, 30 août 2023, [disponible ici](#)



face à la manœuvre dilatoire du « parrain » Nabih Berri, président du Parlement depuis plus de trente ans – un record planétaire – qui a violé la constitution en empêchant la tenue d'un second tour de scrutin. Début septembre encore, Jean-Yves Le Drian se pressait chez celui que les Américains envisagent de mettre sous sanctions¹.

Quatrième et dernier constat, le plus préoccupant : Paris a bel et bien fait le jeu de l'Iran et de la Syrie. C'est ce choix désastreux qui aujourd'hui révolte le plus ses alliés traditionnels à Beyrouth. Comment Emmanuel Macron a-t-il pu miser sur un changement de nature du Hezbollah, simple émanation libanaise d'un État théocratique en guerre avec l'Occident ?

Après quarante années d'existence, la République Islamique en est encore à pendre des adolescents innocents et à emprisonner des jeunes femmes en quête de liberté. Sans les milliards qu'elle lui verse chaque année le Hezbollah ne survivrait pas, comment pourrait-il s'en émanciper. Faut-il rappeler que le Hezbollah d'Hassan Nasrallah a détenu pendant des années des otages français, tué des dizaines de parachutistes, posé des bombes dans les rues de Paris ? Qu'il a été désigné responsable de l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri et qu'il est aujourd'hui dans le collimateur de la justice dans l'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth, pour laquelle pas moins de quatre enquêteurs ont été assassinés ces deux dernières années² ?

Constatons, pour conclure, que c'est l'amateurisme de la France, pays pourtant doté d'un outil diplomatique réputé, qui est ici en cause, et sur le fond comme sur la forme puisque c'est son absence de vision autant que sa posture décalée qui sont à blâmer. C'est sur ces deux défauts majeurs qu'il convient sans doute à la diplomatie présidentielle de méditer. En quête d'un hypothétique succès pour peser à l'international, elle a subi un échec auquel s'ajoute désormais un sérieux discrédit.

(1) « Report: U.S. might sanction Berri, 18 other officials over presidential void », Naharnet, 1er juin 2023, [disponible ici](#)

(2) Christophe Boltanski, « À Beyrouth, les fantômes du hangar n°12 », *L'Orient-Le Jour*, 3 août 2023, [disponible ici](#)

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur www.institut-thomas-more.org

Stratégie de sécurité économique de l'Union européenne : enjeux, lacunes et fragilités

Laurent Amelot

Note 42
Novembre 2022

Le pari algérien d'Emmanuel Macron : illusions, risques et erreurs

Xavier Driencourt

Note 42
Novembre 2022

Quand l'État de droit cède à l'État voyou
Le cas Olivier Vandecasteele et le traité belgo-iranien

Mgr Raphaël Collinet

Note 44
Novembre 2022

Genèse et rôle des porte-avions dans la géopolitique de la Chine

Hugues Eudeline

Note 41
Novembre 2022

Le statu quo dans le détroit de Taiwan peut-il se maintenir ?

L. Amelot, Ch.-E. Detry et É. V. Grillon

Note 43
Avril 2023

Construire « plus » et « mieux » de logements en France : c'est possible

Sébastien Laya

Rapport 23
7 mai 2023

La guerre d'Ukraine un an après - L'Occident a besoin d'une grande stratégie

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note 45
30 mai 2023

Le rapprochement entre Taiwan et les pays d'Europe centrale et orientale

Concilier effet de bascule et logique de puissance

Laurent Amelot

Note 54
Février 2023

Défense, numérique, industrie - Poser les actes de souveraineté au service de la France

C. Dalmont, S. Laya et J.-S. Mongrenier

Note 50
10 novembre 2022

Caucase du Sud - Les puissances occidentales doivent reprendre l'initiative

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note 50
10 novembre 2022

Immigration - Propositions pour une politique intégrale

Jean-Thomas Lesueur

Rapport 27
10 novembre 2022

Quelle défense pour Taiwan ?

Reflexions au miroir de la guerre en Ukraine

Hugo Thierry

Note 52
10 novembre 2022

Pouvoir d'achat et inflation : comment (vraiment) sortir de la crise ?

Sébastien Laya

Note d'actualité 24
10 décembre 2022

L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique

Hugues Eudeline
Jul-Min Flung

Note 51
10 décembre 2022

Vers la fin de la binarité des sexes dans le droit belge ?

Amyeric de Lamotte

Note d'actualité 31
10 décembre 2022

La puissance militaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Situation, propagande et réalité

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note 52
10 décembre 2022

Gilles Delafon est un ancien journaliste, spécialiste des affaires internationales, aujourd'hui consultant en communication stratégique. Correspondant à Beyrouth pendant la guerre du Liban de 1984 à 1988, il est l'auteur de *Beyrouth, les soldats de l'Islam* (1989). Grand Reporter et éditorialiste au *Journal du Dimanche* de 1989 à 2008, il couvre les crises du Moyen-Orient dont les deux guerres d'Irak et le processus de paix israélo-palestinien. Responsable de l'information de Canal + de 2008 à 2016, il est également l'auteur de *Le règne du mépris. Nicolas Sarkozy et les diplomates, 2007-2011* (2012). Diplômé de l'université Columbia (New York), il est depuis 2016 le président fondateur du cabinet de conseil Lord Jim Consulting •

Programme
Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques internationales et géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, septembre 2023

